

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 07/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **VALORISOL SCEA**

route de Méru  
60175 Villeneuve-les-Sablons

Références : IC-R/0241/23-JD  
Code AIOT : 0005105684

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 dans l'établissement VALORISOL SCEA implanté Route de Méru - Le Gibet Monin 60175 Villeneuve-les-Sablons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection fait suite :

- à un contrôle de conformité du site vis-à-vis des meilleures techniques disponibles du BREF WT ;
- à un signalement du SDIS, par courrier du 11 octobre 2022, ayant constaté un défaut manifeste sur les réserves d'eau incendie, les rendant inutilisables.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALORISOL SCEA
- Route de Méru - Le Gibet Monin 60175 Villeneuve-les-Sablons
- Code AIOT : 0005105684
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VALORISOL exploite sur le territoire de la commune de Villeneuve-les-Sablons des installations de compostage de déchets verts et assimilés provenant des collectivités, des déchetteries, des centres de tri, des particuliers et des professionnels. Dans le cadre du process de compostage, ces déchets sont mélangés avec des bio-déchets provenant des résidus de la production agricole, primeurs, collectivités, refus de fabrication des IAA.

VALORISOL est située en périphérie de la commune de Villeneuve-les-Sablons, entre la RD n° 205 et le Bois de Bray. Les installations occupent une superficie d'environ 42 000 m<sup>2</sup>.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Défense incendie ;
- Réexamen des MTD + rapport de base.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.6.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Dossier de réexamen	Décret du 09/05/2017, article R. 515-71	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Intervention des services de secours	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.2.2.1	/	Sans objet
3	Rapport de base	Décret du 26/01/2017, article R. 515-59	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site VALORISOL fait partie des installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles. Il est soumis à autorisation au titre de la rubrique 3532 pour le traitement biologique de déchets non dangereux.

Deux non-conformités ont été constatées : l'absence d'un dossier de réexamen relatif aux MTD du Bref WT et l'absence d'une réserve d'eau propre utilisable en cas d'incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Intervention des services de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b> L' accès d'entrée à l'installation est suffisamment dimensionné pour permettre le passage de la fourgonnette des services de l'incendie et des secours. L'entrée donne sur un chemin lui-même relié à la voie de desserte publique. Le jour de l'inspection, l'ensemble de la plateforme de compostage a été vu. Des voies suffisamment dimensionnées entre les tas permettraient aux engins de secours de circuler et de faire leurs manœuvres aisément. Les véhicules de l'exploitation ne constituaient pas une gêne car il restait suffisamment de place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - 1 réserve incendie de 120 m <sup>3</sup> située à l'extrême Sud du site, devant laquelle est implantée une aire de stationnement réglementaire (4*8 mètres) afin de permettre la mise en aspiration des véhicules de lutte contre l'incendie. La réserve incendie de 120 m <sup>3</sup> est réceptionnée par le centre de secours de Méru. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents permettant de justifier de la conformité de cette cuve ; une réserve supplémentaire de 30 m <sup>3</sup> est aussi disponible. Ces différents stockages sont dotés de raccords pompiers pour permettre une connexion.
<b>Constats :</b> La quasi totalité des eaux de ruissellement de la plateforme est conservée dans plusieurs bassins de rétention dispatchés sur le site. Cette eau sert à arroser les andains.

Le 10 octobre 2022, le SDIS a constaté au cours d'une reconnaissance opérationnelle que les bassins étaient pourvus d'une eau trop chargée et que ceux potentiellement utilisables n'étaient pas pourvus d'un dispositif d'aspiration.

L'exploitant a précisé que certains pompiers étaient passés sans le prévenir.



Le site comprend notamment les bassins 1, 2 et 3 qui comptabilisent au total 6 500 m<sup>3</sup> d'eau. Chaque bassin dispose d'une canne d'aspiration et la canne du bassin n°2 est équipée d'un embout amovible.

L'exploitant s'étonne que le dispositif actuel ne convienne plus.

En effet, il dispose de certificats de réception du centre de Méru du 18 juin 2018 pour les bassins n°1 et n°2.

Dans un mail, l'exploitant a précisé suite à l'inspection qu'il avait contacté la société Picardie Bâche afin de commander deux raccords supplémentaires, permettant ainsi d'avoir un raccord indépendant par bassin.

Le jour de l'inspection, l'inspection a constaté les aménagements de terrassement réalisés côté Sud à l'extérieur de la plateforme et devant le bâtiment.

L'exploitant prévoit d'y installer la réserve d'incendie en citerne souple de 130 m<sup>3</sup>, déjà présente sur le site mais inaccessible actuellement en raison de sa localisation.

Non conformité : la réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> d'eau propre prescrite dans l'arrêté préfectoral n'est pas mise en place. Afin qu'elle soit installée avant les épisodes éventuels de forte chaleur cet été, l'inspection propose à Madame la Préfète de l'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette disposition dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté.

**Type de suites proposées** : Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Rapport de base**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 26/01/2017, article R. 515-59
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport de base
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La demande d'autorisation ou les pièces qui y sont jointes en application de l'article « R. 181-13 » comportent également :</p> <p>3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.</p> <p>Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation. Il comprend au minimum :</p> <p>a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;</p> <p>b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.</p> <p>Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En tant qu'installation existante, l'exploitant doit respecter le second alinéa de l'article R. 515-81 du Code de l'environnement qui dispose :</p> <p>"L'exploitant adresse au préfet, avant la première actualisation des prescriptions, le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° de l'article R. 515-59".</p> <p>Toutefois, la conformité des prescriptions préfectorales de l'exploitant avec les conclusions MTD du Bref WT n'a pas encore été revue à ce stade, en raison de l'absence d'un dossier de réexamen.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de rapport de base ni justifié qu'il n'y était pas soumis. Il veillera à commencer dans les plus brefs délais l'élaboration du rapport de base ou transmettra dans un délai d'un mois un rapport de non soumission au rapport de base.</p> <p>L'exploitant s'appuiera sur le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED et potentiellement le point 3 qui indique le contenu du mémoire justificatif pour les installations non soumises au rapport de base.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Dossier de réexamen**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 09/05/2017, article R. 515-71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier de réexamen
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.
<b>Constats :</b> En tant qu'installation de compostage de déchets non dangereux, le site relève de la rubrique 3532 de la nomenclature des ICPE. Il s'agit d'une installation de valorisation (ou traitement biologique) de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement de déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, ont fait l'objet d'une décision d'exécution du 10/08/18. Le dossier de réexamen de l'exploitant devait être transmis pour le 10/08/2019 au plus tard.  <u>Non-conformité</u> : L'exploitant n'a pas transmis le dossier de réexamen. L'inspection propose à Mme la Préfète de l'Oise de mettre en demeure l'exploitant de transmettre ce dossier dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté.
<b>Observations :</b> Lors de la remise à jour de l'arrêté préfectoral en 2020, cette rubrique IED n'a pas été mentionnée dans l'acte. Il est donc probable que l'inspection n'ait pas rappelé à l'exploitant, avant cette dernière inspection, cette spécificité réglementaire. Toutefois, l'exploitant n'était pas sans ignorer la transposition de la directive IED suite à un courrier de l'inspection du 20 février 2014. L'exploitant, en la personne de M. BLOT, s'était par ailleurs positionné cette année-là sur le classement au titre de la rubrique 3532.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois